



**KPMG S.A.**  
**Bureau de Lille**  
36 rue Eugène Jacquet  
CS 75039  
59705 Marcq en Baroeul  
France

Téléphone : +33 (0)3 20 20 65 00  
Télécopie : +33 (0)3 20 20 66 57  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# *Association Autisme et Familles*

## *Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association Autisme et Familles  
189 Avenue de la République - 62220 Carvin  
*Ce rapport contient 23 pages*

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Limited, une société de droit anglais  
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance.  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles et du Centre.

Siège social :  
KPMG S.A.  
Tour Egho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417



**KPMG S.A.**  
**Bureau de Lille**  
36 rue Eugène Jacquet  
CS 75039  
59705 Marcq en Baroeul  
France

Téléphone : +33 (0)3 20 20 65 00  
Télécopie : +33 (0)3 20 20 66 57  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **Association Autisme et Familles**

Siège social : 189 Avenue de la République - 62220 Carvin

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'attention des membres de l'Assemblée Générale de l'Association Autisme et Familles,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Autisme et Familles relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



**Association Autisme et Familles**  
*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*  
*Exercice clos le 31 décembre 2024*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 24 juin 2025

KPMG S.A.

Jocelyn Scamps  
Associé



**ANNEE 2024 :**

**- *COMPTE DE RESULTAT***

**- *ACTIF***

**- *PASSIF***

	Exercice en Cours		Exercice Précédent		Variation
	Montant	%	Montant	%	Montant
<b>Produit d'exploitation Total I</b>					
<b>Chiffre d'affaire</b>					
Ventes de marchandises	-	0,00%	-	0,00%	0
Production vendue (biens)	168 054,02	0,55%	215 004,22	0,74%	-46 950,20
Production vendue (services)	168 959,96	0,55%	193 238,39	0,66%	-24 278,43
<b>Chiffre d'affaire</b>	<b>337 013,98</b>	<b>1,10%</b>	<b>408 242,61</b>	<b>1,40%</b>	<b>-71 228,63</b>
Production stockée	-	0,00%	-	0,00%	0
Production immobilisée	30 694 847,17	100,00%	29 181 363,76	100,00%	1 513 483,41
Dotations d'exploitation	214 908,21	0,70%	391 378,09	1,34%	-176 469,88
Dotations/prov. & amort, transf. de charge	852 359,94	1,68%	393 130,26	1,35%	459 229,68
Produits	292 298,05	0,95%	211 621,48	0,73%	80 676,57
<b>Produit d'exploitation Total I</b>	<b>32 391 427,35</b>	<b>104,43%</b>	<b>30 585 736,20</b>	<b>104,82%</b>	<b>1 805 691,15</b>
<b>Charges d'exploitation Total II</b>					
Ventes de marchandises	-	0,00%	-	0,00%	0
Évaluation de stocks	-	0,00%	-	0,00%	0
Coût de matières premières et autres	-	0,00%	-	0,00%	0
Des achats et charges externes	6 513 428,15	21,22%	6 133 053,55	21,02%	380 374,60
Dotations, taxes et versements assimilés	1 994 147,17	6,50%	2 082 597,75	7,14%	-88 450,58
Salaires et traitements	15 484 024,95	50,45%	15 303 673,21	52,44%	180 351,74
Charges sociales	5 710 915,23	18,61%	5 374 944,08	18,42%	335 971,15
Dotations	2 062 189,22	6,72%	2 196 861,47	7,53%	-134 672,25
Dotations en fonds dédiés	82 299,53		455 694,77	1,56%	-373 395,24
Autres charges	19 773,28	0,06%	20 136,18	0,07%	-362,90
<b>Charges d'exploitation Total II</b>	<b>31 866 777,53</b>	<b>103,55%</b>	<b>31 566 961,01</b>	<b>108,18%</b>	<b>299 816,52</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>524 649,82</b>	<b>0,88%</b>	<b>981 224,81</b>	<b>3,36%</b>	<b>1 505 874,67</b>
<b>Participation en commun</b>					
Participation attribuée, perte transférée Total III					
Participation supportée, bénéfice transféré Total IV					
<b>Participation en commun</b>	<b>-</b>	<b>0,00</b>	<b>-</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>
<b>Produits financiers Total V</b>					
Produits financiers de participations	-	0,00%	-	0,00%	0
Des valeurs mob., créances d'actif im.	-	0,00%	-	0,00%	0
Des intérêts et produits assimilés	39 247,73	0,13%	53 036,65	0,18%	-13 788,92

# T I F

Arrêté au 31/1

Durée 1

BRUT

AMORT/PROV

NET

orelles

404 765,01

-368 914,88

3

oppement

557 191,07

-139 851,92

41

ufruits

ces, marques, procédés, droits et valeurs similaires

310 798,86

-100 822,40

20

corporelles

les en cours

relles

2 309 944,96

-766 791,77

1 54

30 564 613,41

-14 211 003,71

16 35

ériel et outillage

2 352 384,18

-1 667 156,43

68

orelles

4 362 240,70

-3 042 130,45

1 32

s en cours

1 771 967,32

1 77

donations destinés à être cé

ations destinés à être cédés

rières

attachées

4,00

1 000,53

3 337,51

28 109,89

2



**T I F**

Arrêté au 31/12

Durée 1

**BRUT**

**AMORT/PROV**

**NET**

tif

**TOTAL VI**

de reprise

aires

de reprise

aires

tivité

sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

exercice

exercice

l'exercice à nouveaux des activités sociales &amp; médico-sociales

)

bles

uent

ent

legs et donations

gs et donations

TOTAL I

8 76

TOTAL II

2 79



*Annexe aux comptes  
annuels de l'exercice clos  
Date de clôture 31.12.2024*

## 1. Présentation de l'association et des activités

### a) Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts.

L'Association a vocation à regrouper sur le plan régional les personnes avec autisme et troubles apparentés, leurs familles et toutes les personnes concernées par leur accompagnement et à leur venir en aide.

L'Association a pour buts :

- Permettre la mise en place d'une éducation individualisée et spécifique
- Participer à la création et à la gestion d'établissements et de services appropriés concernant l'éducation, le soin, la rééducation, l'adaptation, la préparation à l'âge adulte, l'insertion sociale, l'hébergement, l'organisation de loisirs..., afin d'inclure les personnes avec autisme dans la société et de leur permettre d'accéder à une vie digne en veillant à leur épanouissement.
- Informier et former les parents, les professionnels et le grand public sur les stratégies d'accompagnement spécifiques à l'autisme en relation étroite avec la recherche dans ce domaine.
- Promouvoir et soutenir des actions de recherche scientifique.
- Collaborer avec toutes les associations et organismes poursuivant des buts voisins, au niveau départemental, régional, national et européen, selon des modalités appropriées : par exemple adhésion à des structures fédératives, montage de projets en commun, ....

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

### b) Composition de l'association

L'association AUTISME et FAMILLES gère 15 ETS :

#### 7 Foyers d'accueil médicalisés

o Les Aubépines à Hantay	29 places : 28 internat / 1 HT
o Althéa à La Bassée	18 places en internat
o Le Terril Vert à Liévin	47 places : 31 internat / 3 HT / 13 ADJ
o La Ferme au Bois à Genech	32 places : 26 internat / 0 HT / 6 ADJ
o Les 3 trois Bonniers à Orchies	28 places : 21 internat / 3 HT / 4 ADJ
o L'orée de la forêt à Attiches	42 places : 28 internat / 4 HT / 10 ADJ
o FAM du Coquelicot à Bray sur Somme	32 places : 22 internat / 2 HT / 8 ADJ

#### 1 Foyer d'hébergement

o La Falemprie	8 places internat
----------------	-------------------

#### 2 IME

o La Fontinelle à Anncœullin	40 places : 28 internat / 4 HT / 8 ADJ
o Le Relais à Tourcoing	32 places : 24 internat / 6 HT / 2 ADJ

#### 1 SESSAD

o FIL Bleu à Roubaix	40 places
----------------------	-----------

#### 2 MAS DE JOUR

o Althéa à La Bassée	10 places
o Les Iris à Attiches	4 places

#### 1 ESAT

o Les 3 Bonniers à Orchies	12 places
----------------------------	-----------

Soit un total de 374 places d'accueil.

### c) Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Prise en charge de personnes avec autisme et troubles apparentés :
  - Secteur enfant : 112 personnes accompagnées
  - Secteur adulte : 262 personnes accompagnées
- Financement par l'ARS pour le secteur enfant
- Financement par l'ARS et les Départements pour le secteur adulte

### d) Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre association afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- ✓ Les Investissements :
  - Acquisition à hauteur de 1 426 k € contre 1 074 K€ en 2023
  - Les immobilisations en cours représentent la somme de 1 771 k€ correspondant à :
    - 803 K€ pour la future MAS les oliviers à LIEVIN
    - 783 k€ pour la future extension de l'EAM des coquelicots
    - 151 k€ pour l'EAM les 3 Bonniers
    - 34 k€ pour la ferme au bois
- ✓ Les ressources humaines :
  - Recrutements à la direction générale d'une Responsable des Ressources Humaines et d'une Responsable de la responsabilité Sociétale de l'Organisation
  - Sur l'année 2024, Emilie Flandrin a pris la direction en février de la Ferme au bois et Louise Dubreucq a pris la direction de l'EAM et la MAS Althéa
  - L'évolution des salaires : pas de hausse de la valeur du point en 2024. Celui-ci est à 3.93 depuis juillet 2022.
  - Dépenses afférentes au personnel (groupe 2) : 23 872 428 € contre 23 379 762 € en 2023.
- ✓ Les Autres moyens/dépenses engagées
  - Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 30 398 heures pour 2024 contre 30 559 heures en 2023.
  - CNR QVT de 81 k€. Il a pour but de promouvoir la QVT et la prévention des TMS, les formations et innovations organisationnelles et managériales, la bientraitance.
  - Entretien général/dépense de fonctionnement :
    - Dépenses afférentes à l'exploitation (groupe 1) :
      - 3 767 866 € contre 3 860 534 € en 2023.
    - Dépenses afférentes aux structures (groupe 3) :
      - 5 652 917 € pour 5 478 337 € en 2023.
- ✓ Dotation globale : elle représente la somme de 30 694 847 € contre 28 936 504 € en 2023

## 2. Faits significatifs de l'exercice 2024

### a) Représentation de l'association

Suite à l'Assemblée Générale du 27/06/2024, le Conseil d'administration a élu Mr François VATELOT au poste de président.

#### Le bureau est ainsi constitué :

- Président :	François VATELOT
- Vice-Présidents :	Claudie BOSSUT Gilles POURBAIX Dominique RIDON
- Secrétaire :	Martine ROUVILLAIN
- Secrétaire Adjointe :	Nathalie PARTYKA
- Trésorier :	Olivier DANSETTE
- Trésorier adjoint :	Patrick BOTTO

### b) Projet Immobilier

- ✓ La construction de la MAS les Oliviers à LIEVIN a commencé en septembre 2023. La fin des travaux est prévu courant du 2T2025
- ✓ L'extension de l'EAM le coquelicot à Bray sur Somme a commencé en septembre 2023. Les travaux se sont terminés en décembre 2024.

### c) Faits marquants

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- ✓ Recrutement de l'équipe mobile en décembre 2024 : pour rappel budget de 250 k€ de fonctionnement et 60 k€ pour les investissements (CD 59). L'équipe mobile débutera en janvier 2025.
- ✓ Obtention du financement du CNR Cap Handéo pour 28 000 € pour 3 établissements.
- ✓ Au niveau du SESSAD, ouverture d'une unité pro pour 5 enfants en décembre 2024 : dotation de 162 k€ pour une année.
- ✓ Signature du CPOM du département du nord en novembre 2024.
- ✓ Dans le cadre de la subvention de 755 000 € accordée par l'ARS dans le cadre des fonds pour la modernisation et l'investissement en santé, l'association a commencé à mettre en place IMAGO et à développer l'infrastructure informatique nécessaire. Nous avons ouvert le logiciel aux familles en septembre 2024

## 3. Evènements postérieurs à la clôture

- ✓ Ouverture de l'extension du coquelicot en mars 2025.

## 4. Règles et méthodes comptables

### a) Principes Généraux

Les règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018- 06, du règlement ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

## **b) Informations relatives aux postes du bilan**

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

## **c) Actif Immobilisé**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet

de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### *c.1 - État de l'actif immobilisé (brut)*

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	1 194 081.20	221 935.66	143261.92	1 272 754.94
Immobilisations corporelles	39 252 962.41	2 649 036.86	540 848.70	41 361 150.57
Immobilisations financières	37 829.53	2 100.00	7 477.60	32 451.93
<b>Total</b>	<b>40 484 873.14</b>	<b>2 873 072.52</b>	<b>691 588.22</b>	<b>42 666 357.44</b>

### *c.2 - Amortissements de l'actif immobilisé*

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	554 543.50	57 224.92	2 179.22	609 589.20
Immobilisations corporelles	18 458 769.58	1 672 981.74	444 668.96	19 687 082.40
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>19 013 313.08</b>	<b>1 730 206.66</b>	<b>446 848.18</b>	<b>20 296 671.56</b>



### *c.3 – Modalités d'amortissements*

Les donations temporaires d'usufruit comptabilisées en immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée de la donation temporaire avec pour contrepartie la rubrique « Fonds reportés liés aux legs ou donations ».

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Frais études	Linéaire	10
Agencement terrains équipement	Linéaire	5
Agencement sur sol	Linéaire	10
Matériel cuisine lingerie	Linéaire	20
Autres matériels	Linéaire	10
Matériel de transport	Linéaire	16.66
Matériel bureau	Linéaire	20
Ordinateurs	Linéaire	33.33
Mobilier	Linéaire	10
Immobilisations financières	Non amortissable	

### **d) Actif Circulant**

#### *d.1 – Précisions sur d'autres créances*

Les autres créances représentent un montant de 1 210 816 €. Celles-ci concernent essentiellement :

- ✓ Des avances ou acomptes au personnel : 10 502 €
- ✓ Subvention à percevoir par l'ARS pour le FMIS. Nous n'avons perçu que 40 %. Il nous reste à percevoir la somme de 453 000 €.
- ✓ Subvention à percevoir pour l'extension du coquelicot. Nous n'avons perçu que 5 %. Il nous reste à percevoir la somme de 176 700 €.
- ✓ Subvention de compensation pour l'ESAT : 29 948 €
- ✓ Compte courant SCI A & F : 260 974 €
- ✓ OPCO : 90 815 €
- ✓ Facturation du département pour 3 647.26
- ✓ Des produits à recevoir pour 185 227 € (IJSS, prévoyance et formation)

## d.2 – Charges constatées d’avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d’avance significatives sont les suivantes :

— Charges d’exploitation représentant 181 451.75 € contre 61 994 € pour l’exercice précédent

### e) Tableau de variation des Fonds Propres

Le tableau suivant défini par l’article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l’ensemble des informations demandées dans l’article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION	A LA CLOTURE
Fonds propres avec droits de reprise	60 000,00				60 000,00
Fonds propres sans droits de reprise	827 692,35				827 692,35
«dont activité des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)	636 962,48				636 962,48
Ecart de réévaluation					
Réserves	5 373 841,64		485 031,21	64 100,01	5 794 772,84
«dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)	5 354 526,37		485 031,21	64 100,01	5 775 457,57
Report à nouveau	643 356,67		59 104,37	1 754 966,91	- 1 052 505,87
« Dont report à nouveau des activités sociales et médico- sociales sous gestion contrôlée (1)	2 227 444,84		12 893,84	1 075 350,64	1 164 988,04
Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 274 931,50	1 274 931,50		160 489,42	160 489,42
« Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico- sociales sous gestion contrôlée (1)	- 1 321 142,03	1 321 142,03		- 28 276,35	- 28 276,35
<b>Situation nette</b>	5 629 959,16				5 790 448,74
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 258 337,03		-	224 804,06	2 033 532,97
Provisions réglementées	945 400,26			1 098,73	944 301,53
<b>TOTAL</b>	8 833 696,45	1 274 931,50	544 135,58	2 205 459,13	8 768 283,24

(1) « Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des PM de DP à but NL applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique » Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

### e.1 – Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs

Le « Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur » est constitué des résultats réalisés sur des projets (résultats d'établissements, de programmes) qui sont pris en considération par les organismes de financement pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants. Il fait l'objet d'une ventilation par exercice

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités propres de l'entité (Acquis à l'entité : Fonds Propres)	4 883 790,23	1 065 081,94
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés :		
- A l'exercice	1 947 534,93	885 078,13
- Aux exercices ultérieurs	1 918 188,05	4 145 632,89
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		
<b>Solde</b>	<b>2 653 720,25</b>	

### e.2 – L'excédent ou le déficit de l'exercice

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

En présence de tiers financeurs

Le résultat de l'exercice se compose de :

- 188 K€, résultat définitivement acquis à l'organisme ;
- - 28 K€, résultat sous contrôle de tiers financeurs. Si celui-ci avait été positif, le résultat aurait pu être repris par un tiers financeur.

### e.3 – Subvention d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

La première application du changement de réglementation a été appliquée suivant le règlement 2018-06 de façon rétrospective, avec un effet à l'ouverture de l'exercice sur

- Le poste subventions d'investissement (diminution),
- Le poste report à nouveau (augmentation),

Effet correspondant à la méthode retenue par notre entité ci-dessus décrite

Tableau de variation cf : e) tableau des fonds propres

### e.3 – Provisions Réglementées

Cf § g) les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

#### f) Fonds reportés et dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	dotation	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			dont reprise	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations (2)							
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (1) »	1 938 788,90	-	149 441,83			1 789 347,07	
investissements							
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (1) »	241 612,96	160 387,46	117 670,33			284 330,09	
exploitation							
Contributions financières d'autres organismes (2)	529 821,88		50 915,79			478 906,09	
Ressources liées à la générosité du public (2)	258 258,02	6 299,53	18 007,00			246 550,55	
Sur legs et donations affectés (197)							
<b>TOTAL</b>	2 968 481,76	166 686,99	336 034,95			2 799 133,80	

- (1) Ligne supplémentaire prévu à l'article 153-3 du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des PM de DP à but NL aux exercices ouverts **à compter du 1/01/2020** ; exercices pour lesquels l'art 152-1 prévoit : « Dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociales des postes suivants par une subdivision spécifique : (...) les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales (...) ».
- (2) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, alors même que le projet est terminé, que l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

**g) Tableau de variation des provisions réglementées et pour risques et charges**

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées	945 400,26		1 098,73	944 301,53
Provisions pour risques	238 222,37	57 653,21	64 325,10	231 550,48
Provisions pour charges	1 312 538,84	274 329,35	378 142,76	1 208 725,43
<b>Total</b>	<b>2 496 161,47</b>	<b>331 982,56</b>	<b>443 566,59</b>	<b>2 384 577,44</b>

**g.1 - Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)**

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	Prud'hommes 57 653,21		
Provisions pour charges	IDR 258 741,08		
	QVT 15 588,27		
	Redevance Loyer -		
Total	331 982,56		

g.2 - Aménagement du cadre général- Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	Reprise de plus-values 1 098,73		
Provisions pour risques	Prud'hommes 64 325,10		
Provisions pour charges	IDR 336 440,00		
	Redevance Loyer 21 136,71		
	charges à répartir 1 749,99		
	salle apaisement 6 581,86		
	QVT 12 234,20		
Total	443 566,59		

g.3 – Provision pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	258 741		258 741

g.4 – Provision pour reversement d'une subvention

Une provision pour reversement de subvention est comptabilisée dès qu'il apparaît probable qu'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire ne pourront être atteints.

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début d'exercice	Augmentations : Dotation de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## **h) Dettes**

cf i) **h.1 – Emprunts et autres dettes**

**h.2 – Précisions sur d'autres dettes**

- **Les produits constatés d'avances**

A la clôture de l'exercice, le solde comptable est de 1 120 092.83 €. Il correspond à des remboursements d'assurances.

Il s'agit notamment de l'indemnisation versée par l'assurance en octobre 2017 suite au sinistre survenu à l'EAM les Trois Bonniers (inondation).

Un remboursement d'assurance à l'orée de la forêt a également été obtenu concernant un sinistre au niveau de la cuisine centrale (complément de 114 k€ en 2024) et de la balnéo et des salles de bains (732 k€ en 2024).

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

## **i) Etats des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice**

# CREANCES ET DETTES

EXERCICE 2024 DU 01/04/2024 AU 31/12/2024

Etat des créances	montant Brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 337,51	3 337,51	
Autres immobilisations financières	11 818,46	11 818,46	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 312 224,59	1 312 224,59	
Personnel et comptes rattachés	10 502,63	10 502,63	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses	659 648,60	659 648,60	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	542 928,39	542 928,39	
Charges constatées d'avance	181 451,75	181 451,75	
<b>Total Général</b>	<b>2 721 911,93</b>	<b>2 721 911,93</b>	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	montant Brut	1 an au plus	plus d'un an, - 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	14 743 750,74	938 696,32	3 934 861,72	9870192,7
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 114 202,94	1 114 202,94		
Personnel et comptes rattachés	1 285 615,89	1 285 615,89		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 691 475,63	1 691 475,63		
Etat, impôt sur les bénéfices	10 158,00	10 158,00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	158 589,76	158 589,76		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 584,80	8 584,80		
Groupes et associés				
Autres Dettes	178 298,86	178 298,86		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 120 092,83	1 120 092,83		
<b>Total Général</b>	<b>20 310 769,45</b>	<b>6 505 715,03</b>	<b>3 934 861,72</b>	<b>9 870 192,70</b>
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice	124 903,70			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	869 589,11			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice	79 864			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	893 178			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				



## **5. Informations relatives au Compte de Résultat**

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

## **6. Résultats par activités ou établissement**

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</b>		
FH LA FALEMPRISE		3 390,02
EAM LES AUBEPINES		96 352,96
EAM ALHEA	- 44 355,06	
EAM LA FERME AU BOIS	- 123 219,79	
EAM LES TROIS BONNIERS		59 720,27
EAM L'OREE DE LA FORET		4 317,08
EAM LE TERRIL VERT		14 438,57
EAM DU COQUELICOT	- 78 850,53	
ESAT LES TROIS BONNIERS - SOCIAL	- 4 500,09	
MAS ALTHEA		143 843,52
MAS LES IRIS	- 274 824,00	
MAS LES OLIVIERS	- 39,00	
SESSAD FIL BLEU		225 246,79
SESSAD LES PETITS PAS	-	
IME LE RELAIS	- 82 828,99	
IME LA FONTINELLE		33 031,90
<b>Gestion propre (= libre)</b>		
ESAT Commercial		94 496,79
DG		49 570,69
ASSO		44 698,29
<b>TOTAL</b>	- 608 617,46	769 106,88
<b>Résultat de l'exercice 2024</b>	160 489,42	

- a) **Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux**

Les établissements suivants sont sous contrôle de tiers financeur :

<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</b>
<b>FH LA FALEMPRISE</b>
<b>EAM LES AUBEPINES</b>
<b>EAM ALHEA</b>
<b>EAM LA FERME AU BOIS</b>
<b>EAM LES TROIS BONNIERS</b>
<b>EAM L'OREE DE LA FORET</b>
<b>EAM LE TERRIL VERT</b>
<b>EAM DU COQUELICOT</b>
<b>ESAT LES TROIS BONNIERS - SOCIAL</b>
<b>MAS ALTHEA</b>
<b>MAS LES IRIS</b>
<b>MAS LES OLIVIERS</b>
<b>SESSAD FIL BLEU</b>
<b>SESSAD LES PETITS PAS</b>
<b>IME LE RELAIS</b>
<b>IME LA FONTINELLE</b>

*a-1 ) Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement*

Résultat de l'exercice 2024 par établissement	Résultat Comptable	Affectation résultat 2022	Résultat Administratif 2024
<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</b>			
FH LA FALEMPRISE	3 390,02		3 390,02
EAM LES AUBEPINES	96 352,96		96 352,96
EAM ALHEA	- 44 355,06		- 44 355,06
EAM LA FERME AU BOIS	- 123 219,79	916,16	- 122 303,63
EAM LES TROIS BONNIERS	59 720,27	-	59 720,27
EAM L'OREE DE LA FORET	4 317,08	-	4 317,08
EAM LE TERRIL VERT	14 438,57	-	14 438,57
EAM DU COQUELICOT	- 78 850,53	5 336,54	- 73 513,99
ESAT LES TROIS BONNIERS - SOCIAL	- 4 500,09		- 4 500,09
MAS ALHEA	143 843,52		143 843,52
MAS LES IRIS	- 274 824,00		- 274 824,00
MAS LES OLIVIER	- 39,00		- 39,00
SESSAD FIL BLEU	225 246,79	-	225 246,79
SESSAD LES PETITS PAS	-		-
IME LE RELAIS	- 82 828,99	8 000,00	- 74 828,99
IME LA FONTINELLE	33 031,90	262 954,75	295 986,65
sous total 1	- 28 276,35	277 207,45	248 931,10
<b>Gestion propre (= libre)</b>			
ESAT Commercial	94 496,79		94 496,79
DG	49 570,69		49 570,69
ASSO	44 698,29		44 698,29
sous total 2	188 765,77	-	188 765,77
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>160 489,42</b>	<b>277 207,45</b>	<b>437 696,87</b>

*b) Produits du compte de résultat*

*b-1 ) Ventes de biens et services*

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées : 337 014 €

Production de biens : 168 054 €

ESAT 3 BONNIERS : 168 960 €

## *b-2 ) Concours publics et subventions d'exploitation*

### • *Concours Publics*

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné

### • *Subventions*

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de versement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

### • *Tableau des subventions et concours publics*

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		16 560 578,69	12 179 681,07	474 566,00	1 485 690,18
Subvention d'exploitation					209 239,47
Subvention d'investissement					
TOTAL	-	16 560 578,69	12 179 681,07	474 566,00	1 694 929,65

### *b-3 ) Ressources liées à la générosité du public*

Le poste « dons manuels » comprend notamment les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte pour un montant de 47 042.70 € contre 42 356.23 € en 2023.

### *b-4 ) Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges*

Transferts de charges : 73 857.13 €

Reprises sur provisions d'exploitation : 442 467.86 € (prudhomme, travaux, indemnité de départ en retraite, 0.10 % QVT)

### *b-5 ) Utilisation des Fonds dédiés*

Utilisation de fonds reportés :

- Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 287 800.57 €
- Utilisation des fonds dédiés sur concours publics : 16 196.59 €
- Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes : 26 197.79 €
- Utilisations des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public : 5 840 €

### *b-6 ) Autres Produits exceptionnels*

Produits cessions éléments d'actif pour 30 342 €.

Quote-part des subventions d'investissements pour 140 417 €

Produits sur exercices antérieurs pour 23 195 €

## **c) Charges du compte de résultat**

### *c-1) Achats de marchandises et variation des stocks*

RAS

### *c-2) Autres Achats et charges externes*

Le montant des achats est de 6 513 428 € en 2024 contre 6 133 053 en 2023.

### *c-3) Impôts, taxes et versements assimilés*

Cela représente 1 994 147.17 € en 2024 contre 2 082 597.75 € en 2023

### *c-4) Salaires et traitements, charges sociales*

Les salaires représentent 15 484 024.95 € pour 15 303 673.21 € en 2023

Les Charges sociales sont de 5 710 915 € pour 5 374 944.08 € en 2023

### *c-5) Dotations aux amortissements et aux dépréciations*

Les dotations sont réparties de la manière suivante :

- Immobilisations incorporelles : 68 508 €
- Immobilisations corporelles : 1 658 401 €

### *c-6) Dotations aux provisions*

Dotations aux provisions pour risques et charges : 331 K €

- 57 K€ de provision pour des litiges prud'homal
- 258 K€ de provision d'indemnité de départ à la retraite
- 15 K€ de provision Qualité de vie au travail

### *c-7) Reports en Fonds dédiés*

Reports en fonds dédiés : 82 K€

- 76 K€ de fonds dédiés répartis sur les établissements
- 6 K€ de reports sur les ressources liés à la générosité du public

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières et les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à l'utilisation des fonds pour des projets définis.

## **d) Résultat Financier**

Les aides financières ne font pas partie du résultat financier. Elles sont rattachées à un poste distinct « Aides financières » en charges d'exploitation, ou figurent en charges exceptionnelles (si elles ne relèvent pas de l'activité normale).

Résultat négatif de 497 428.80 € contre – 512 090.17 € en 2023

Cela est essentiellement lié aux intérêts d'emprunt qui représentent 536 676.53 € de charges.

## **e) Résultat Exceptionnel**

Résultat positif de 217 655.86 € contre 218 383.48 € en 2023

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

## **f) Contributions volontaires en nature du compte de résultat**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts. Les

apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature. Les motifs de notre décision sont les suivantes :

La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;

#### g) Autres informations sur le contenu de poste du bilan et du compte de résultat

Vous trouverez ci-dessous les honoraires TTC du Commissaire Aux Comptes

	CAC 1
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	50 676 €
— <b>Honoraires totaux</b>	50 676 €

#### h) Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 246 607 € en 2024 contre 232 114 € en 2023.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

#### i) Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	2024	2023
Cadres	39	39
Agents de maîtrise	368	357
Employés	25	22
Ouvriers	73	73
	505	491



**j) Informations sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)**

Notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public percevant des dons pour un montant supérieur à 153 K

**k) Autres Informations relatives aux opérations et engagement hors bilan**

Concernant les engagements de retraites et avantages assimilés un calcul actuariel est mis en place à compter de 2021 selon les critères ci-dessous :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3.70 %
- Taux de Turn Over : 18.82 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 2 %

